

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1552 - 3 janvier 1991 - 3,5 F

D 1552 COLOMBIE: UN PRIX DE LA PAIX SUÉDOIS POUR DES PAYSANS COLOMBIENS

Le parlement suédois remettait en décembre 1990 un "prix de la paix" - parallèlement au Prix Nobel de la paix - à une organisation paysanne du centre de la Colombie: l'Association des travailleurs et paysans du Carare - ATCC (département de Santander). De façon inédite et exemplaire, ce groupe de paysans a obtenu par le dialogue la cessation des opérations meurtrières de la guérilla et des offensives sanglantes de l'armée dans leur région. Il faut dire que ces paysans paient depuis une vingtaine d'années un prix très lourd de la bataille entre la guérilla et l'armée, celle-ci s'étant depuis doublée de groupes paramilitaires. Pour la seule dernière année, les paysans ont eu 70 des leurs tués par la guérilla, 19 par l'armée et 39 par les groupes paramilitaires. En 1987 les membres de l'ATCC prenaient l'initiative osée de négocier avec la guérilla et l'armée la pacification de leur région. Et ils réussissaient dans leur folle entreprise! C'est à ce titre que le Parlement suédois a voulu les honorer de son "prix de la paix".

L'article ci-dessous est tiré de la publication péruvienne *Noticias Aliadas* du 22 novembre 1990.

Note DIAL

DES PAYSANS COLOMBIENS PARVIENNENT À PACIFIER LA RÉGION

par Leslie Wirpsa

Voici trois ans, fatigués de la violence, des paysans de la région de Carare-Opón, dans le département central de Santander ont invité la guérilla de gauche, l'armée et les escadrons de la mort à signer un accord de paix.

"Nous n'imaginions pas que nous allions arriver à un aussi grand résultat", explique Orlando Gaitán, président de l'Association des travailleurs et paysans du Carare (ATCC). "Nous nous sommes lancés dans cette recherche de paix par simple instinct de conservation. Nous étions fatigués d'être bassement sacrifiés, comme si nous étions des poules", ajoute-t-il.

Le "sacrifice" a commencé dans la décennie 70, quand la région de Carare-Opón est devenue un centre d'opérations pour le groupe de guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), lié au Parti communiste colombien. Par la suite l'armée a pris possession de la zone et a pris l'habitude de mener de brutales opérations antisubversives contre les paysans sans défense, dans le but de faire partir les rebelles de la région.

Les habitants ont été soumis aux arrestations, aux interrogatoires et pour beaucoup d'entre eux aux tortures, voire assassinés, par des membres de l'armée. "A cette époque-là, on ne pouvait pas manger une boîte de sardines parce que l'armée pouvait nous accuser d'être en lien avec la guérilla", raconte un paysan dont la femme a été

assassinée par les FARC. Gaitán ajoute: "On ne pouvait pas non plus serrer la main d'un soldat parce que les autres (les FARC) nous accusaient d'être des mouchards."

Au début des années 80 la région a vu apparaître le groupe paramilitaire de droite Mort aux ravisseurs (MAS) et les exécutions en masse se sont multipliées. En 1982, dans le secteur appelé Cocorvada, les escadrons du MAS - connus sous le nom de *masetos* - ont assassiné trente-cinq personnes et incendié douze maisons.

Dans cette région de 100.000 habitants, des centaines de personnes ont été éliminées chaque année; beaucoup d'autres se sont enfuies par peur. La prospérité a cédé la place à la violence. C'est Gaitán qui continue: "Les gens ne faisaient même plus d'améliorations chez eux. Il valait mieux garder dans ses poches l'argent du billet de voyage pour pouvoir se sauver en cas de répression."

En avril 1987 cependant, la vie a commencé à changer à Carare. C'est l'époque où un représentant de l'armée, le capitaine Mauricio Betancur, a rassemblé les paysans pour leur laisser le choix entre quatre possibilités: aider l'armée, passer à la guérilla, quitter la région, ou mourir. "Je me rappelle bien de cette journée, dit Gaitán, le capitaine Betancur nous a mis le dos au mur."

Peu de temps après, le capitaine est revenu avec un groupe de *masetos* pour exiger des paysans qu'ils constituent des "groupes d'autodéfense" contre la guérilla. Le capitaine leur a promis des armes. Mais les paysans ont décliné l'offre et préféré essayer de dialoguer avec la guérilla.

Dialogues

Le 21 mai 1987 le dialogue commençait entre les paysans et la guérilla. "Le premier jour, on était blanc de peur", déclare Exelino Ariza, un paysan qui a été arrêté et interrogé par les militaires à une vingtaine de reprises au cours des dix dernières années. Il ajoute: "Nous avons dit aux guérilleros qu'on ne s'armerait jamais et qu'on ne transporterait jamais plus leurs paquets de canne à sucre et leurs sacs de pommes terre. Et on leur a dit que si cela ne leur plaisait pas, qu'ils nous tuent sur le champ."

Les deux fronts de guérilla des FARC qui opéraient dans le secteur ont accepté la demande des paysans et ont été d'accord de ne plus les forcer à leur donner à manger, à les transporter en barque ou à leur donner un toit.

Ensuite les paysans ont ouvert le dialogue avec les chefs militaires. Ils ont apporté avec eux l'enregistrement de la réunion avec les guérilleros. "Nous avons raconté aux militaires ce qu'on avait fait, comment on avait parlé avec la guérilla, raconte Ariza. Et nous avons fait le bilan devant les militaires en leur lisant la liste de nos morts pour cette année: 70 par la guérilla, 30 par les patrouilles d'autodéfense et 19 par l'armée. Cela les a beaucoup frappés, au point qu'ils ont eu un noeud dans la gorge. Ils ne voulaient pas admettre qu'ils étaient responsables de ces morts."

Avec ces accords de paix préliminaires, les paysans ont repris le travail des champs. Ils ont constitué l'Association des travailleurs et paysans du Carare (ATCC) et ont déclaré zone de paix une aire de 1200 km². De plus ils ont réussi à convaincre une trentaine de familles de revenir à La India.

Bien vite, cependant, les paysans se sont rendu compte qu'en finir avec la violence n'était pas suffisant. Le manque de transports renchérisait les produits de la ville à des prix inabordables pour les paysans. Pour la même raison ils ne pouvaient emmener leurs produits pour les vendre sur les marchés des grandes villes. L'habitat, les services de santé et les infrastructures étaient pratiquement inexistantes dans cette zone où 15% des habitants possèdent 75% des terres.

L'ATCC a élaboré des projets communaux de développement et a ouvert une coopérative de produits de consommation aux mêmes prix que dans les grandes villes. Les dirigeants paysans ont demandé des fonds au Programme national de réhabilitation (PNR) du gouvernement pour construire des écoles et des postes de santé; ils ont cherché la meilleure manière de former les paysans aux techniques appropriées et au reboisement. *"Le gouvernement dépense près d'un million de pesos pour équiper et entretenir un soldat pendant un an. Notre plan coûte par an 470 millions de pesos, et il y a beaucoup plus de 470 soldats dans la zone. Notre proposition est donc bien meilleur marché"*, commente Gaitán.

Les paramilitaires menacent

Bien que les accords de paix des paysans avec l'armée et avec la guérilla demeurent intacts, les groupes paramilitaires restent une menace.

En février, dans une fabrique de glace de Cimitarra, localité à deux heures de La India, trois des fondateurs de l'ATCC ont été mitraillés en compagnie de la journaliste colombienne Sylvia Duzán. Il s'agissait de trois militants des plus dynamiques: Miguel Barajas, Josué Vargas et Saúl Castañeda. Mais l'ATCC n'a pas été abattu. Les membres de l'organisation ont élu de nouveaux membres pour le Comité directeur et ont fait savoir qu'ils ne reculeraient pas d'un pouce. A ce sujet, Gaitán explique: *"Notre attitude pacifique gêne beaucoup de monde. Il y a bien trop de gens dans ce pays qui vivent de la guerre."*

Ces efforts viennent d'être récompensés. En décembre, des représentants de l'ATCC se rendront en Europe pour recevoir le Prix de la paix attribué par le parlement suédois.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)